

Évolutions monétaires à Saint-Pierre-et-Miquelon au 30 juin 2016

ÉVOLUTION FINANCIÈRE ET BANCAIRE INTERNATIONALE

Dans son édition d'avril 2016 du Rapport sur la stabilité financière dans le monde, le FMI indiquait que « *Les risques qui pèsent sur la stabilité financière mondiale se sont intensifiés depuis l'édition d'octobre 2015 [de ce rapport]* ». Les prévisions du FMI pour la croissance mondiale ont été revues à la baisse en juillet 2016 (-0,1 point de pourcentage) à 3,1% pour 2016 et 3,4% pour 2017, par rapport à une croissance de 3,1% pour 2015, suite au vote intervenu au Royaume-Uni le 23 juin 2016 concernant la sortie du pays de l'Union Européenne, avec des perspectives plus défavorables pour les pays avancés et inchangées pour les autres zones.

Pour la zone euro, le taux de croissance en glissement annuel s'établit à 1,6%¹ au deuxième trimestre 2016, avec une croissance trimestrielle du PIB en volume de 0,3%¹ pour le deuxième trimestre 2016 et de 0,5%¹ pour le premier trimestre 2016. La BCE prévoit une croissance du PIB en volume de 1,7% en 2016 et 1,6% en 2017 et 2018. En août 2016, la progression annuelle de l'indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH) était de 0,2%¹. La BCE prévoit une variation de l'IPCH de 0,2% pour 2016, 1,2% pour 2017 et 1,6% en 2018.

À l'issue de la réunion du 8 septembre 2016, le Conseil des gouverneurs de la Banque Centrale Européenne (BCE) a laissé inchangé les taux d'intérêt des principales opérations de refinancement à 0,00%, de la facilité de prêt marginal à 0,25% et de la facilité de dépôt à -0,40%. Le Conseil a par ailleurs confirmé que « *les achats mensuels d'actifs à hauteur de 80 milliards d'euros devraient être réalisés jusque fin mars 2017 ou au-delà, si nécessaire, et, en tout cas, jusqu'à ce qu'il observe un ajustement durable de l'évolution de l'inflation conforme à son objectif.* », à savoir « *assurer un retour de l'inflation à des niveaux inférieurs à, mais proches de 2 % à moyen terme.* ».

En France, le PIB est en légère baisse (-0,1%)² au deuxième trimestre 2016 après une croissance de 0,7%² au premier trimestre 2016. Les prévisions de croissance de la Banque de France sont de +1,4% en 2016, 1,5% en 2017 et 1,6% en 2018. Concernant l'inflation, l'évolution mensuelle de l'IPCH était de 0,3% en août 2016 et en hausse de 0,4% sur les 12 derniers mois². La Banque de France prévoit une inflation (ICPH) à 0,2% pour 2016, 1,1% pour 2017 et 1,4% pour 2018.

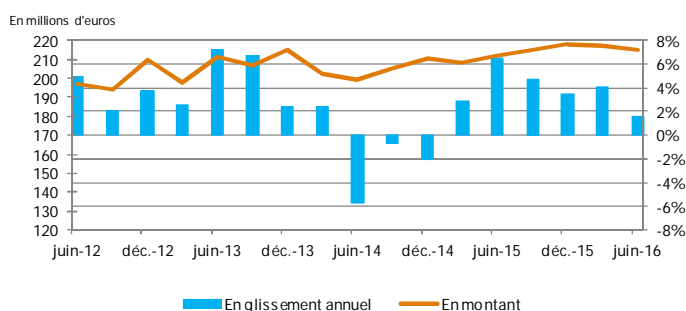
LES INDICATEURS FINANCIERS CONTINUENT LEUR PROGRESSION, MAIS À UN RYTHME MOINS SOUTENU

Profitant d'une activité économique positivement orientée, l'activité bancaire continue sa progression au cours des douze derniers mois. L'encours sain de crédits enregistre une hausse sur un an (+6,2 %). En revanche, le total des actifs financiers détenus par les agents économiques de l'archipel s'accroît moins rapidement que l'année passée (+1,6 % contre +6,5 % à fin juin 2015).

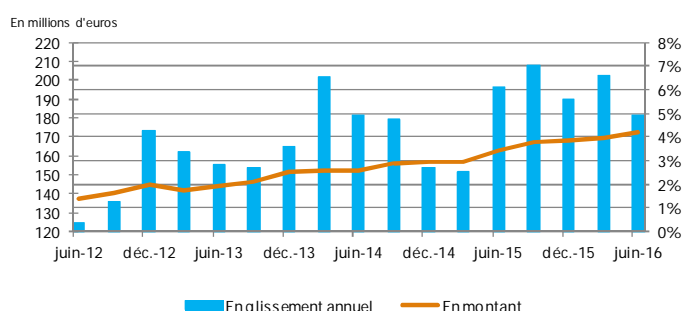
La croissance annuelle des crédits aux ménages (+4,8 %), combinée à celle des crédits aux entreprises (+4,2 %), a soutenu l'accroissement de l'encours total. Par ailleurs, les crédits aux collectivités locales connaissent un rebond par rapport à l'année précédente (+4,0 % contre -23,1 % entre les mois de juin 2014 et 2015).

L'évolution de l'encours total des actifs financiers est principalement attribuable à la progression des placements des ménages (+1,4 %), tandis que les placements des entreprises affichent une timide augmentation sur un an (+0,3 %).

Evolution des actifs financiers



Evolution des concours bancaires



¹ Source : Eurostat

² Source : INSEE

UNE PROGRESSION RELATIVE DE L'ACTIVITÉ DE FINANCEMENT³

Hausse plus modérée des crédits d'investissement aux entreprises

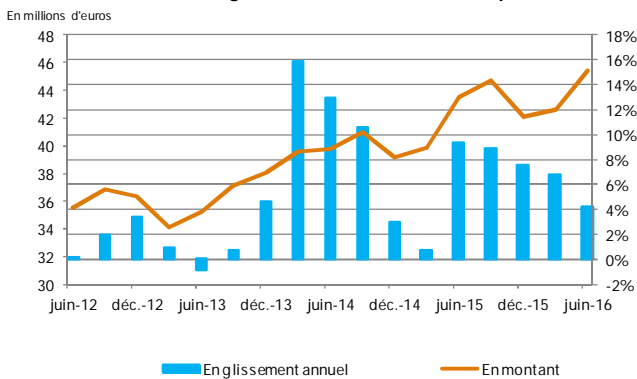
L'**encours global de crédits aux entreprises** s'établit à 45,4 millions d'euros au 30 juin 2016 et enregistre une croissance annuelle de 4,2 %, une progression moins marquée que celle observée entre les mois de juin 2014 et 2015 (+9,4 %).

Les **crédits d'investissement** constituent la principale composante des crédits aux entreprises (76,7 %). Ces derniers s'inscrivent en hausse sur un an (+5,9 %), bien qu'à un rythme moins soutenu qu'en 2015 (+22,9 % au 30 juin, sur un an).

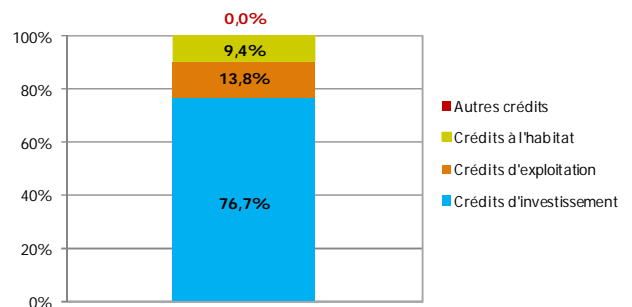
Les **crédits immobiliers** repartent nettement à la hausse pour s'établir à 4,3 millions d'euros (+25,1 % en glissement annuel contre -1,5 % à fin juin 2015).

En revanche, l'**encours des crédits d'exploitation** affiche de nouveau un net recul sur par rapport à l'année précédente (-13,3 %, contre -24,4 % à fin juin 2015) pour s'établir à 6,3 millions d'euros. Ce repli est attribuable à la baisse des crédits de trésorerie (-69,6 %, soit -1,4 million d'euros), alors que les comptes ordinaires débiteurs sont en hausse (+16,3 %, soit +0,6 million d'euros).

Evolution globale des crédits aux entreprises



Répartition des crédits aux entreprises



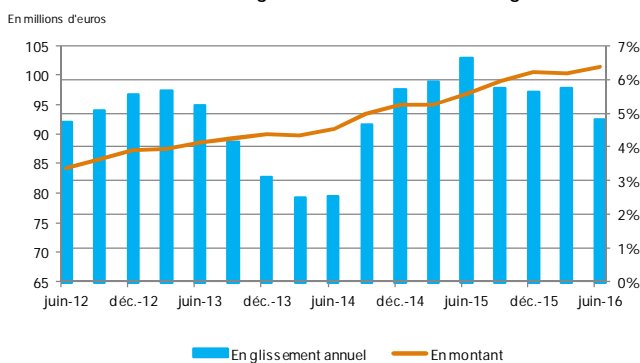
Ralentissement de la croissance des crédits aux ménages

L'**encours sain des crédits aux ménages** continue de progresser pour s'établir à 101,5 millions d'euros à fin juin 2016. Celui-ci affiche un rythme de croissance légèrement inférieur à celui observé l'année passée à la même période (+4,8 % contre +6,6 %).

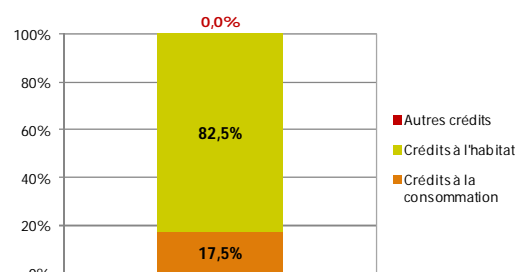
La progression des crédits aux ménages est principalement attribuable au dynamisme des **crédits à l'habitat** (+5,1 % sur un an), un rythme néanmoins moindre que l'année passée (+8,0 %). S'établissant à 83,8 millions d'euros, un nouveau niveau historique, ces derniers constituent l'essentiel de l'encours global des ménages (82,5 %).

Par ailleurs, les **crédits à la consommation** continuent de progresser cette année (+3,5 %) et font état d'une croissance plus soutenue que celle observée en juin 2015 (+0,7 %). L'encours s'élève à 17,7 millions d'euros au 30 juin 2016.

Evolution globale des crédits aux ménages



Répartition des crédits aux ménages



³ Les données concernant les encours consentis à l'économie ont été revues historiquement à partir du 31/12/2013.

Rebond des crédits aux collectivités locales

Après la forte baisse observée au 30 juin 2015 (-23,1 % par rapport à l'année précédente), l'**encours des crédits consentis aux collectivités locales** s'établit à 16,1 millions d'euros, en hausse sur l'année (+4,0 %).

Ce dernier est constitué principalement de **crédits à l'équipement** (75,1 %), qui affichent un recul annuel marqué (-20,2 %, soit 3,1 millions d'euros). Toutefois, la baisse enregistrée est plus que compensée par l'octroi de crédits d'exploitation (+4,0 millions d'euros).

Nouveau recul de la sinistralité

L'**encours des créances douteuses brutes** des établissements de crédit installés localement (ECIL) s'établit à 4,2 millions d'euros (-30,6 % sur un an). Le taux de créances douteuses diminue également pour atteindre 2,4 % au 30 juin 2016 (-1,2 point en glissement annuel).

Le **taux de provisionnement** des banques locales est de nouveau en forte hausse sur les douze derniers mois (+6,0 points). Ce dernier s'établit à 74,8 %, le plus haut niveau atteint à cette période depuis 2010.

MOINDRE PROGRESSION DES ACTIFS FINANCIERS

Les actifs financiers des agents économiques continuent de progresser à fin juin 2016 sur un an, mais leur rythme de croissance ralenti.

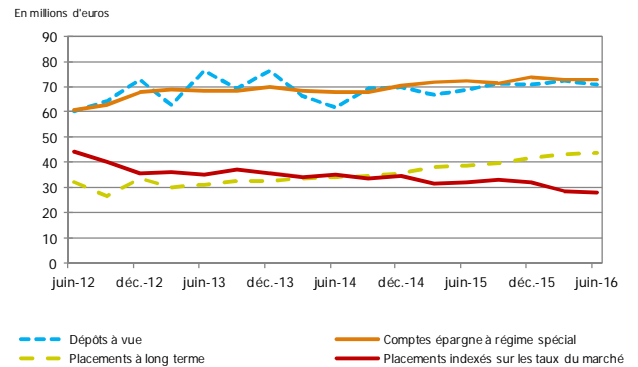
L'**encours total des actifs financiers détenus par les agents économiques de Saint-Pierre-et-Miquelon** s'établit à 215,3 millions d'euros, en progression de 1,6 % sur un an, un rythme de moindre ampleur que celui observé à fin juin 2015 (+6,5 %). Cette croissance est principalement attribuable à la hausse des placements des ménages, qui constituent l'essentiel des actifs financiers. Par ailleurs, l'encours des actifs financiers des entreprises progresse légèrement sur un an.

L'**épargne à long terme** affiche la plus forte progression sur un an (+12,7 %), proche de celle observée en juin 2015 (+13,3 %). Cette croissance est principalement soutenue par les plans d'épargne logement (+39,9 %) et les contrats d'assurance-vie (+3,5 %).

Les **dépôts à vue**, qui représentent 32,8 % de l'ensemble des actifs financiers, affichent une hausse de 2,9 % sur douze mois, un rythme de croissance en baisse par rapport à celui observé fin juin 2015 (+10,9 %).

Après une hausse entre juin 2014 et juin 2015 (+1,5 %), les **placements liquides ou à court terme** s'inscrivent en baisse à la fin du premier semestre 2016, sur un an (-3,5 %, soit -3,6 millions d'euros). Ce repli est attribuable aux placements indexés sur les taux de marché (-11,6 %) tandis que les comptes d'épargne à régime spécial se stabilisent (+0,1 %).

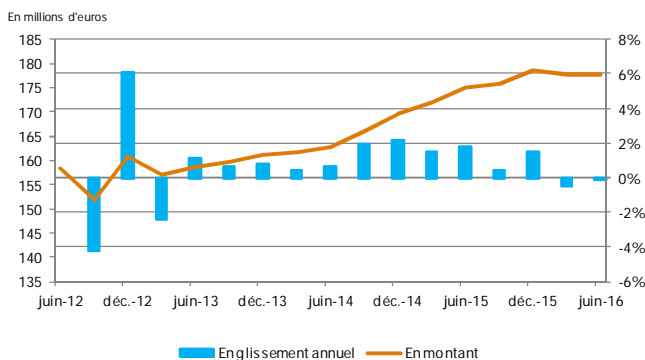
Evolution des principales composantes des actifs financiers



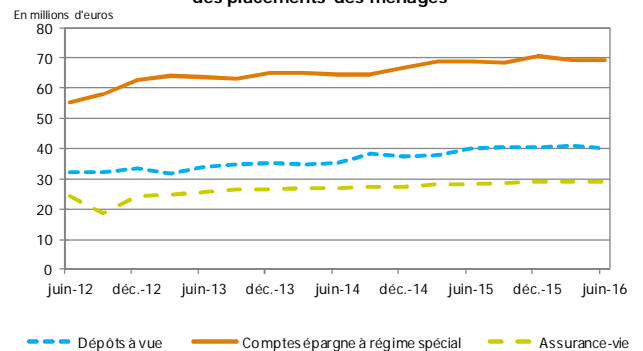
Croissance moins forte de l'épargne des ménages

Au 30 juin 2016, les **placements des ménages**, qui représentent 82,5 % de l'ensemble des actifs financiers, s'élèvent à 177,6 millions d'euros. Ils enregistrent une croissance de 1,4 % au cours des douze derniers mois, un rythme plus faible qu'à fin juin 2015 (+7,6 %).

Evolution des actifs financiers des ménages



Evolution des principales composantes des placements des ménages



Cette progression est principalement portée par la hausse de l'**épargne à long terme** (+12,7 %), et notamment de la croissance des plans d'épargne logement (+39,8 %, soit +4,0 millions d'euros).

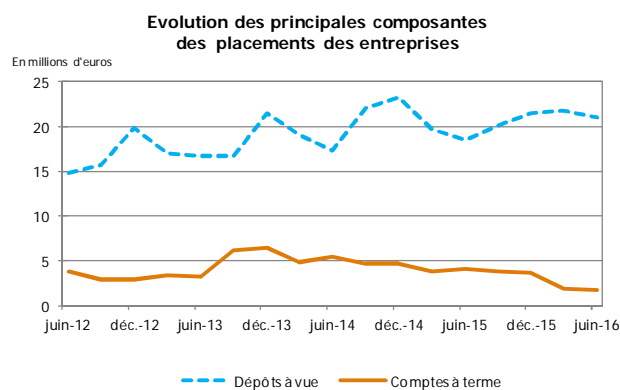
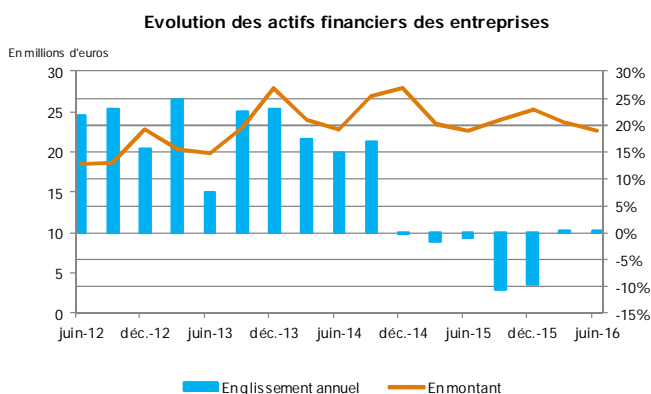
Par ailleurs, les **dépôts à vue**, qui s'établissent à 40,2 millions d'euros, ont vu leur rythme de croissance fortement diminuer, passant de +13,4 % à fin juin 2015 à +0,5 % à fin juin 2016.

En revanche, les **placements liquides ou à court terme** enregistrent un recul sur un an (-2,7 %). Ce repli est attribuable à la baisse des placements indexés sur les taux de marché (-11,0 %) tandis que les comptes d'épargne à régime spécial progressent légèrement en glissement annuel (+0,6 %).

Timide augmentation des actifs financiers des entreprises

En dépit du net repli enregistré au premier semestre 2016 (-10,1 %), les **placements financiers des entreprises** progressent sur un an, bien que faiblement (+0,3 %), pour s'établir à 22,7 millions d'euros.

Cette évolution est le résultat de deux évolutions distinctes : d'une part, la hausse des **dépôts à vue** (+13,1 %, soit +2,5 millions d'euros), et d'autre part, la baisse des **placements liquides ou à court terme** (-58,1 %, soit -2,4 millions d'euros).



Progression des placements des autres agents

Les **placements des autres agents** (administrations publiques locales, centrales, de sécurité sociale et les institutions sans but lucratif au service des ménages) continuent leur progression (+5,0 % en glissement annuel), et s'élèvent à 15,0 millions d'euros.

Cette évolution est attribuable à la hausse des **placements liquides ou à court terme** (+31,3 %, soit +1,3 million d'euros), qui fait plus que compenser la diminution des **dépôts à vue** (-6,3 %, soit -0,6 million d'euros).

MÉTHODOLOGIE

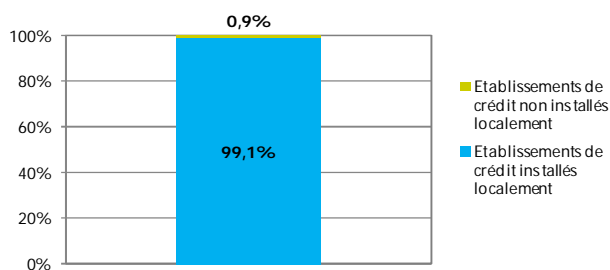
- L'ensemble des données concerne des encours. Elles sont issues des déclarations SURFI (Système Unifié de Reporting Financier) des établissements de crédit.
- Les crédits présentés dans cette note concernent ceux accordés à l'ensemble des agents économiques présents sur le territoire, soit par les établissements de crédit disposant d'une implantation locale significative (établissements installés localement dits ECIL), soit ceux n'en détenant pas (établissement de crédits non installés localement dits ECNIL). Les actifs présentés sont ceux déposés par l'ensemble des agents économiques auprès de ces deux types d'établissements.
- Les données de l'épargne de long terme ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que très partiellement les encours des contrats d'assurance-vie souscrits par des ECIL, mais gérés à l'extérieur, et ne comprennent pas celles relatives aux opérations de compagnie d'assurance intervenant localement.
- Les données des entrepreneurs individuels sont réparties entre les catégories « entreprises » et « ménages » : les crédits à l'habitat et les comptes ordinaires débiteurs sont comptabilisés dans les crédits aux particuliers, alors que les autres crédits apparaissent dans la catégorie des entreprises. Quant aux actifs des entrepreneurs individuels, ils sont comptabilisés dans les données des ménages.

TABLEAUX STATISTIQUES

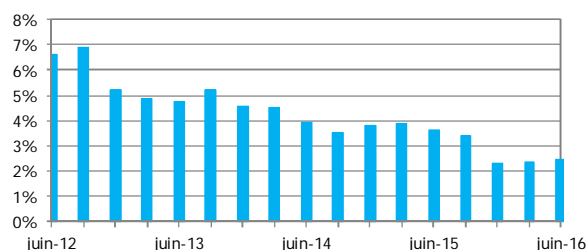
Les crédits à l'économie

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Entreprises										
Crédits d'exploitation	9,1	8,3	9,6	7,2	6,8	4,5	5,2	6,3	38,6%	-13,3%
<i>Créances commerciales</i>	3,3	0,9	2,4	1,5	2,2	1,2	0,4	1,3	5,0%	-14,7%
<i>Crédits de trésorerie</i>	2,1	2,9	3,3	2,0	0,9	0,9	0,9	0,6	-34,9%	-69,6%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,0	0,3	n.s.	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	3,7	4,4	3,9	3,8	3,6	2,4	4,0	4,4	83,9%	16,3%
<i>Affacturage</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	25,6	24,7	26,7	32,9	34,3	33,9	33,7	34,8	2,7%	5,9%
<i>Crédits à l'équipement</i>	25,6	24,7	26,7	32,9	34,3	33,9	33,7	34,8	2,7%	5,9%
<i>(dt) Entrepreneurs individuels</i>	1,1	0,8	1,0	1,1	1,2	1,3	1,2	1,2	-6,8%	10,6%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	0,8	2,3	3,5	3,4	3,6	3,7	3,7	4,3	15,7%	25,1%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	35,5	35,2	39,8	43,5	44,7	42,1	42,5	45,4	7,7%	4,2%
Ménages										
Crédits à la consommation	14,3	15,3	17,0	17,1	18,0	18,7	18,0	17,7	-5,3%	3,5%
<i>Crédits de trésorerie</i>	13,8	14,9	16,5	16,7	17,6	18,4	17,7	17,3	-5,9%	3,4%
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,4	0,4	0,5	0,4	0,4	0,3	0,3	0,4	30,2%	9,0%
<i>Crédit-bail</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits à l'habitat	69,9	73,3	73,8	79,8	80,9	81,7	82,4	83,8	2,5%	5,1%
Autres crédits	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	84,2	88,6	90,9	96,9	98,9	100,5	100,4	101,5	1,1%	4,8%
Collectivités locales										
Crédits d'exploitation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	4,0	4,0	100,4%	n.s.
<i>Crédits de trésorerie</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	4,0	4,0	100,4%	n.s.
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Crédits d'investissement	15,1	17,8	19,4	15,2	14,9	12,7	12,6	12,1	-4,5%	-20,2%
<i>Crédits à l'équipement</i>	15,1	17,8	19,4	15,2	14,9	12,7	12,6	12,1	-4,5%	-20,2%
Autres crédits	1,5	1,1	0,7	0,3	0,3	0,1	0,1	0,0	0,0%	0,0%
Encours sain	16,6	18,9	20,1	15,5	15,2	14,8	16,7	16,1	8,8%	4,0%
Autres agents										
Encours sain	1,1	1,4	1,7	6,5	8,3	10,4	10,1	9,5	-8,7%	45,4%
TOTAL										
Encours sain	137,421	144,198	152,537	162,429	167,049	167,771	169,816	172,498	2,8%	6,2%
<i>dont ECNIL</i>	1,565	1,548	1,690	0,976	0,972	1,575	1,567	1,594	1,2%	63,2%
Créances douteuses brutes	9,765	7,166	6,272	6,107	5,918	3,881	4,074	4,305	10,9%	-29,5%
<i>dont ECIL</i>	9,765	7,166	6,272	6,107	5,918	3,804	3,998	4,238	11,4%	-30,6%
Créances douteuses nettes	2,858	2,248	2,118	1,904	1,741	0,922	1,189	1,133	22,9%	-40,5%
<i>(dt) Entreprises</i>	2,754	1,989	1,800	1,069	0,929	0,127	0,452	0,211	67,0%	-80,2%
<i>(dt) Ménages</i>	0,104	0,258	0,316	0,834	0,811	0,794	0,735	0,920	15,8%	10,4%
Provisions	6,908	4,918	4,153	4,203	4,177	2,959	2,886	3,172	7,2%	-24,5%
Encours brut total	147,186	151,364	158,808	168,536	172,967	171,652	173,891	176,803	3,0%	4,9%
Taux de créances douteuses	6,6%	4,7%	3,9%	3,6%	3,4%	2,3%	2,3%	2,4%	+ 0,1 pt	- 1,2 pt
<i>dont ECIL</i>	6,7%	4,8%	4,0%	3,6%	3,4%	2,2%	2,3%	2,4%	+ 0,2 pt	- 1,2 pt
Taux de provisionnement	70,7%	68,6%	66,2%	68,8%	70,6%	76,2%	70,8%	73,7%	- 2,5 pts	+ 4,9 pts
<i>dont ECIL</i>	70,7%	68,6%	66,2%	68,8%	70,6%	77,8%	72,2%	74,8%	- 3,0 pts	+ 6,0 pts

Répartition des concours bancaires sains



Evolution du taux de créances douteuses brutes des établissements installés localement



Les placements des agents économiques

	Montants en millions d'euros								Variations	
	juin-12	juin-13	juin-14	juin-15	sept.-15	déc.-15	mars-16	juin-16	1 sem	1 an
Sociétés non financières	18,5	19,9	22,8	22,6	24,0	25,2	23,7	22,7	-10,1%	0,3%
Dépôts à vue	14,7	16,7	17,4	18,5	20,2	21,6	21,8	21,0	-2,7%	13,1%
Placements liquides ou à court terme	3,8	3,2	5,5	4,1	3,8	3,7	1,9	1,7	-53,6%	-58,1%
Comptes d'épargne à régime spécial	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-0,5%	0,4%
Placements indexés sur les taux de marché	3,8	3,2	5,5	4,1	3,8	3,7	1,9	1,7	-53,7%	-58,2%
<i>dont comptes à terme</i>	3,8	3,2	5,5	4,1	3,8	3,7	1,9	1,7	-53,7%	-58,2%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Ménages	158,4	158,7	162,7	175,1	175,9	178,5	177,7	177,6	-0,5%	1,4%
Dépôts à vue	32,3	33,7	35,3	40,0	40,6	40,3	40,7	40,2	-0,3%	0,5%
Placements liquides ou à court terme	94,0	93,7	93,1	96,2	95,5	96,6	93,9	93,6	-3,1%	-2,7%
Comptes d'épargne à régime spécial	55,5	63,6	64,5	68,8	68,5	70,5	69,4	69,2	-1,8%	0,6%
<i>dont livrets ordinaires</i>	46,3	51,6	52,4	56,4	56,1	58,0	57,1	57,0	-1,7%	1,1%
<i>dont livrets A et bleus</i>	8,8	11,5	11,6	11,9	11,8	11,9	11,7	11,7	-2,2%	-2,0%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-5,4%	3,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	4,5%	17,7%
Placements indexés sur les taux de marché	38,6	30,0	28,6	27,4	27,1	26,1	24,5	24,4	-6,6%	-11,0%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	37,5	28,7	28,3	27,2	26,8	25,9	24,3	24,3	-6,0%	-10,4%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	32,0	31,4	34,3	38,9	39,7	41,6	43,1	43,8	5,3%	12,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	3,0	5,1	6,7	10,1	10,6	11,9	13,5	14,1	18,4%	39,8%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont portefeuille-titres</i>	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-27,0%	-34,1%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,8	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	-14,1%	-15,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	24,2	25,8	27,1	28,3	28,6	29,2	29,1	29,3	0,4%	3,5%
Autres agents	20,0	32,5	13,6	14,3	15,2	14,2	15,7	15,0	5,8%	5,0%
Dépôts à vue	12,9	26,1	9,2	10,0	10,3	8,6	10,0	9,4	8,8%	-6,3%
Placements liquides ou à court terme	7,1	6,5	4,3	4,3	4,9	5,5	5,7	5,6	0,9%	31,3%
Comptes d'épargne à régime spécial	5,1	4,7	3,4	3,7	2,8	3,2	3,4	3,3	4,4%	-9,4%
Placements indexés sur les taux de marché	2,0	1,8	1,0	0,6	2,1	2,3	2,3	2,2	-4,0%	297,6%
<i>dont comptes à terme</i>	2,0	1,8	1,0	0,6	2,1	2,3	2,3	2,2	-4,0%	297,6%
Epargne à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Total actifs financiers	196,9	211,1	199,1	212,0	215,1	217,9	217,0	215,3	-1,2%	1,6%
Dépôts à vue	60,0	76,4	61,9	68,6	71,1	70,5	72,4	70,6	0,1%	2,9%
Placements liquides ou à court terme	104,9	103,4	102,9	104,5	104,3	105,8	101,5	100,9	-4,6%	-3,5%
Comptes d'épargne à régime spécial	60,6	68,3	67,9	72,5	71,3	73,7	72,8	72,5	-1,5%	0,1%
<i>dont livrets ordinaires</i>	51,0	55,8	55,3	59,5	58,4	60,7	60,0	59,8	-1,5%	0,4%
<i>dont livrets A et bleus</i>	9,1	12,1	12,1	12,4	12,4	12,4	12,2	12,2	-1,7%	-1,7%
<i>dont livrets jeunes</i>	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	-5,4%	3,8%
<i>dont livrets d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont livrets de développement durable</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont comptes d'épargne logement</i>	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	4,5%	17,3%
Placements indexés sur les taux de marché	44,3	35,0	35,0	32,0	32,9	32,1	28,7	28,3	-11,8%	-11,6%
<i>dont comptes créditeurs à terme</i>	43,2	33,7	34,8	31,8	32,7	31,9	28,4	28,3	-11,3%	-11,1%
<i>dont bons de caisse</i>	1,1	1,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont certificats de dépôt</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM monétaires</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
Epargne à long terme	32,0	31,4	34,3	38,9	39,7	41,6	43,1	43,9	5,4%	12,7%
<i>dont plans d'épargne logement</i>	3,0	5,1	6,7	10,1	10,6	11,9	13,6	14,1	18,6%	39,9%
<i>dont plans d'épargne populaire</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont autres comptes d'épargne</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont actions</i>	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	-26,3%	-33,3%
<i>dont obligations</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0%	0,0%
<i>dont OPCVM non monétaires</i>	4,8	0,4	0,5	0,5	0,4	0,5	0,5	0,4	-14,1%	-15,8%
<i>dont contrats d'assurance-vie</i>	24,2	25,8	27,1	28,3	28,6	29,2	29,1	29,3	0,4%	3,5%

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : H. MARION – Responsable de la rédaction : A. PÈRE

Éditeur et imprimeur : IEDOM - Achevé d'imprimer : Octobre 2016